

BIOMÉTRIE

Protection à l'algérienne

«*Nous ne savions pas, sinon nous aurions proposé au collègue ministre de l'Intérieur, qui est là à Alger, de venir avec nous. Il est à la recherche d'une carte d'identité sécurisée*», a déclaré, étonné, le ministre nigérien de la Communication et des Technologies de l'information, Salifou Labo Bouché, à l'occasion de sa visite de la chaîne de production de HB Technologie, producteur algérien de cartes dites «intelligentes». La sentence est on ne peut mieux révélatrice de la conception que se fait le ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia, de la sécurité des données et de la protection de la production nationale.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Membre d'une délégation de haut rang en visite à Alger depuis lundi dans le cadre de la coopération bilatérale, Salifou Labo Bouché a effectué hier en début d'après-midi une visite dans le site de production de HB Technologies, implantée dans la zone industrielle de Rouiba. Accompagné de ses collaborateurs et du chef de cabinet de son homologue algérien, Moussa Benhamadi, le ministre nigérien n'a pas cessé d'exprimer son étonnement tout au long des explications sur le processus de fabrication des cartes intelligentes fournies par le DG de cette entreprise, Abdelhamid Benyoucef, la seule à l'échelle afri-

caine d'ailleurs. «Aucun ingénieur étranger ne vous assiste dans la fabrication de ces cartes», ne cessait-il de répéter. Fondée en 2004, entrée en production en 2006 et disposant d'un équipement ultramoderne et certifié ISO 9001-2008, HB Technologies active dans «le développement de solutions complètes, les documents d'identification à reconnaissance biométrique, les cartes bancaires conformes aux normes et exigences Visa International et les cartes pour la téléphonie (cartes prépayées, cartes GSM Sil, carte Java Sim et Java Usim). Elle dispose d'un portefeuille clients assez important. Parmi ces plus impor-

tants clients, il y a Algérie Poste (13 millions de comptes), Société Générale et Gulf Bank Algeria (AGB), en plus des opérateurs de téléphonie mobile Mobilis, Djazzy, et une multitude de sociétés commerciales proposant des cartes de fidélité pour leurs clients. Des cartes «hautement sécurisées», fait valoir le patron de HB Technologies. Et de préciser : «L'entreprise compte 90 employés dont 60 ingénieurs, tous algériens. Nous faisons la recherche développement, et la technologie que nous proposons à nos clients est développée à notre niveau, elle est 100 % algérienne».

«Carte bon marché mais pas du tout pratique»

Abdelhamid Benyoucef a gros sur le cœur. «Pour le service de l'état civil, nous avons soumissionné en proposant un logiciel en Open. C'est-à-dire que nous leur vendons le produit, nous leur apprenons comment l'utiliser et nous n'intervenons plus par la suite. Et personne, à part les gens du ministère de l'Intérieur, n'accèdera à la base de données. C'est

qu'en plus de ses qualités pratiques, il est hautement sécurisé. Or, le ministère de l'Intérieur a opté pour une boîte fermée proposée par les Français qui interviennent à chaque fois qu'il y a problème. Eux-mêmes (les Français, ndlr) ne maîtrisent pas cette technologie et leurs solutions n'offrent aucune garantie de sécurité. La preuve, et toute les chaînes d'information en parlent ces jours-ci, un million de passeports biométriques falsifiés est en circulation en France. J'ai adressé même une correspondance au ministre de l'Intérieur de l'époque pour lui dire que le système acquis est vulnérable, en vain. Et le passeport biométrique a pris du retard parce que les Français ne maîtrisent pas la technologie», assène-t-il. Dit autrement, le ministère de l'Intérieur a opté pour une solution qui, il est vrai, ne lui a pas coûté chère, mais a mis la base de données entre les mains des Français. Des données qu'on peut, plutôt, monnayer ailleurs... Idem pour la carte Chifa. L'Etat a choisi le leader mondial Gemalto (américain) qui maîtrise la technologie mais qui

nous a fourni une «carte bon marché et pas du tout pratique». C'est que la base des données contient plus d'informations que peut offrir n'importe quelle étude du marché du médicament en Algérie, la plus efficace qui soit... Bref, le ministre de l'Intérieur, qui a reçu son homologue nigérien lundi à Djenane El Mithak, dans le cadre de cette même visite effectuée dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et son voisin du Sud, ne lui a même pas proposé la technologie algérienne. Lui, qui est venu à la recherche d'une «carte d'identité sécurisée pour ses concitoyens». «Lorsque nous avons soumissionné chez les Français pour le marché de la carte santé Vital II, ils nous ont signifié par écrit que le marché est réservé aux seuls Français», se rappelle, non sans amertume, M. Benyoucef. Et de conclure : «Nous avons développé bien d'autres produits, une carte de santé, une carte d'identité, un passeport biométrique et même un permis à points que nous pouvons mettre en circulation dans six mois.»

L. H.

CONTESTATIONS SOCIALES À BOUMERDÈS

Des agents des travaux publics et des directeurs d'école dans la rue

La cité administrative de la wilaya de Boumerdès a vécu, hier, une journée particulière. Des travailleurs du secteur des travaux publics et des cadres de l'éducation nationale sont sortis dehors pour exposer leurs revendications. Des dizaines de fonctionnaires et des travailleurs de la Direction des travaux publics — cette direction et les 9 subdivisions de la wilaya comptent 620 agents — sont entrés en grève ouverte, disent-ils, et se sont rassemblés devant le siège de leur tutelle. Selon la plate-forme de revendications élaborée par les représentants syndicaux de ces travailleurs, en l'occurrence l'UGTA, les grévistes dénoncent les lourdeurs administratives dans la gestion des problèmes sociaux des agents, les retards des paiements des salaires, le non-recouvrement par les bénéficiaires des augmentations décidées par le

gouvernement. «Nous percevons nos salaires avec un mois et plus de retard et les travailleurs ne reçoivent pas leurs fiches de paie automatiquement avec la paie mensuelle, il faut qu'ils en fassent la demande écrite s'ils veulent récupérer ce document qui leur revient de droit», affirme un syndicaliste. Plusieurs grévistes exhibent des fiches de paie pour dénoncer ce qu'ils désignent comme des salaires de misère. Certains ont un salaire de base de 9 000 DA. D'autres nous montrent des bulletins de paie avec un net perçu de 13 500 DA mettant à nu les dires du gouvernement sur le SNMG à 15 000 DA. «J'ai 16 ans de boîte dans le secteur des travaux publics, voilà ce que je touche». Le net indiqué sur le bulletin de paie est de 16.712,52 DA. Le directeur des travaux publics de la wilaya de Boumerdès,

Nasreddine Boudiaf étant en congé pour longue maladie, c'est son intérimaire, Djaffar Miloudi qui est sorti parler aux grévistes. «Reprenez le travail, je viens de discuter avec nos représentants syndicaux. Tous les problèmes qui se posent au niveau de la direction seront très rapidement pris en charge», leur a-t-il dit. Visiblement, les contestataires ne l'entendent pas de cette oreille et sont décidés à poursuivre leur arrêt de travail. A quelques dizaines de mètres du bâtiment de la Direction des travaux publics, située à l'intérieur de la cité administrative de la wilaya, quelques dizaines de directeurs d'écoles primaires de la wilaya sont déjà arrivés pour rejoindre le sit-in prévu devant l'académie. «Nous agissons en coordination indépendante des syndicaux. Nous sommes ici pour transmettre, par le biais de M^{me} la directrice de

l'éducation de la wilaya un message à notre ministre. Nous lui disons que nous rejetons le nouveau statut particulier qui nous concerne. Nous voulons que la fonction de directeur d'école primaire soit réhabilitée au même titre que celle des directeurs du cycle moyen. Nous voulons être classés à la 14», dira l'un d'eux chargé par ses pairs pour la communication. Les manifestants exigent, en outre, des primes de gestion comme celles des livres, des cantines scolaires et des indemnités pour leurs déplacements professionnels. Le logement d'astreinte et de fonction fait également partie de leurs revendications. Plus important, ces directeurs veulent que la prise en charge des écoles primaires, en situation, estiment-ils, d'abandon par les APC, soit intégrée au secteur de l'éducation.

Abachi L.

LES HABITANTS DES HAOUCHS REVIENNENT À LA CHARGE

Bouira de nouveau paralysée

Tout est parti d'une rumeur faisant état du recasement imminent de plusieurs familles habitant dans des bidonvilles situés à la périphérie de la ville de Bouira. Les familles habitant au niveau des haouchs Abdelaziz et Aït Amar, situés le long de la rue Benabdellah, dont les autorités de wilaya projettent de faire un grand boulevard, se sont mobilisées hier pour en savoir plus sur cette histoire de recasement. Selon certains habitants que nous avons rencontrés au niveau du pont Sayah, où ils ont procédé à la fermeture de l'axe routier menant vers le siège de la wilaya, le wali leur a promis au mois de Ramadan dernier d'être recasés en priorité. A l'époque, racontent-ils, le seul problème émis par le wali concernait les propriétaires des lieux. Or, après que les services du CTC eurent établi que les habitations menacent ruine, des décisions de justice portant sur l'évacuation des lieux ont été rendues. «Aujourd'hui, l'argumentaire concernant le problème des propriétaires ne tient plus. Nous sommes une soixantaine de familles recensées le long de la rue Benabdellah et nous exigeons notre recasement en priorité»,

dira l'un des représentants de ces familles. Rappelons que ces familles se sont déplacées dans la matinée au siège de la wilaya pour rencontrer le wali. Sur place, alors qu'une session ordinaire de l'APW se tenait, Le conseil national du secteur de l'éducation sous l'égide du Snapap ne compte pas baisser les bras. Après le rassemblement réprimé du mardi, les enseignants contractuels se disent encore plus mobilisés que jamais. Ils comptent organiser dimanche prochain un rassemblement devant la présidence de la République pour exiger leur intégration «immédiate» et leur titularisation. Ils dénoncent l'attitude du ministère de l'Education qui, disent-ils, a interprété à sa manière l'instruction présidentielle stipulant l'intégration de tous les contractuels. Les enseignants contractuels exigent du ministère de l'Education la remise de la copie

aucun responsable ou élu n'a voulu les recevoir. Après ce refus, ces dizaines de familles ont, pour ce faire, fermé plusieurs axes routiers traversant le centre-ville.

Y. Y.

LES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS NE DÉSARMENT PAS

Sit-in dimanche devant la présidence

de l'instruction présidentielle, l'intégration immédiate et sans conditions de l'ensemble des contractuels qui, après des années de service, se heurtent à l'intransigeance du ministre de l'Education qui rappelait récemment que le dossier des contractuels était clos. Benbouzid affirmait depuis Laghouat que «le dossier des enseignants contractuels est clos définitivement. Nous avons régularisé 30 000 enseignants contractuels et le reste, non régularisé, n'a rien à voir avec le secteur. Les gens non régularisés ne disposent pas d'un diplôme en relation avec l'enseignement. Il est hors de question de recruter des agronomes ou des ingénieurs en sciences maritimes pour encadrer nos enfants».

N. I.

SIDI BEL-ABBÈS

Les jeunes de Sehala manifestent à leur tour

Après la contestation des habitants de Djouaher, dans la daïra de Sidi Lahcen, dans la journée de mardi dernier, pour dénoncer leur condition sociale, c'est au tour de ceux de la localité de Sehala, dans la daïra de Tessala, de manifester à leur tour dans la journée de mercredi dernier. Selon nos sources, des jeunes en colère se sont rassemblés devant le siège de l'APC avant de couper la route pour exprimer leurs revendications portant sur l'absence de gaz de ville, le manque de transport, de l'emploi, des logements sociaux, les routes défectueuses et le manque d'infrastructures publiques. Le chef de daïra étant absent ce jour-là, les manifestants, qui ont exigé la présence du wali pour faire entendre leurs revendications, n'étaient pas à la mi-journée prêts à quitter les lieux. La gendarmerie est intervenue pour faire respecter l'ordre public alors que les contestataires continuaient toujours à manifester.

A. M.